



Action Nationale
Interprofessionnelle
du 27 mai 2010

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC SNCF ET DU RÉGIME SPÉCIAL DE RETRAITE DES CHEMINOTS EST EN JEU !

A lors qu'il n'y a eu aucune négociation, aucune consultation sérieuse, ni grand débat public, les premières annonces gouvernementales sur la future réforme des retraites préparent une nouvelle dégradation du système par répartition pour tous les salariés du privé comme du public. **Le Régime Spécial des cheminots ne sera pas épargné !**

Dans le même temps, à la SNCF, la Direction poursuit sa politique visant à transformer en profondeur l'EPIC SNCF, faisant de la rentabilité financière l'alpha et l'oméga de sa stratégie et s'attaquant aux conditions sociales des cheminots.

Toutes ces orientations sont cohérentes et visent le même objectif : répondre aux injonctions des marchés financiers, de Bruxelles et du FMI.

A l'instar des plans de rigueur décidés en Grèce, en Espagne ou au Portugal, ce sont les peuples qui vont faire les frais de ces politiques anti-sociales !

Elles ont, et auront, bien évidemment de lourdes conséquences pour les cheminots et pour l'avenir du Service Public Ferroviaire.

Dans un contexte économique et social caractérisé par une situation de l'emploi dégradée, des difficultés de pouvoir d'achat et une aggravation des conditions de vie et de travail pour les cheminots, la Fédération CGT des cheminots réaffirme que la sortie de crise passe par des politiques publiques en faveur d'une relance économique intégrant la satisfaction des besoins sociaux.

Les cheminots, comme l'ensemble des salariés, n'ont pas à payer une crise dont ils ne sont pas responsables et sont légitimes à exiger des réponses à leurs revendications.

Pas de SNCF = Pas de Statut = Pas de Régime Spécial

Faire de l'emploi stable au Statut une priorité, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, et donner les moyens pour un véritable Service Public ferroviaire répondant aux besoins de la Nation, sont des enjeux fondamentaux au regard de la situation actuelle.

En supprimant près de 22 000 emplois depuis 2002 et en pratiquant une politique salariale d'austérité, la Direction SNCF dégrade, aujourd'hui, la qualité du service et les conditions sociales des cheminots, mais elle détériore et affaiblit aussi sensiblement le Régime Spécial des cheminots.

L'emploi et les salaires sont des éléments déterminants pour le financement de la protection sociale.

Egratigner le capital pour assommer les salariés !

Le message du Gouvernement et du MEDEF est clair : « Travaillez plus, cotisez plus longtemps pour toucher moins en activité et en retraite ! »

Dans le même temps, « Pas un euro de plus pour financer les retraites », est en substance le credo des pouvoirs publics.

Les mesures qui se profilent, même s'il y a un effet d'annonce sur la contribution du capital (?), sont loin de conforter le système de retraite par répartition et de lui conférer une nouvelle efficacité sociale.

Elles vont à l'inverse aggraver les effets des réformes de 1993, 2003 et 2007, notamment au travers de l'allongement pour tous de la durée d'activité.

Même si les modalités ne sont pas encore précisées, ces choix toucheront la fonction publique et donc les régimes spéciaux.

En effet, la réforme de 2007, que la CGT a combattue, a instauré un mécanisme (article 12 du décret pour notre règlement de retraite) qui applique automatiquement aux régimes spéciaux les mesures décidées pour la fonction publique ! **Contrairement à ce que dit la Direction SNCF, la réforme en cours nous concerne bel et bien !**

Le 27 Mai 2010: Tous Ensemble dans la rue !

Comme elle l'a toujours fait, la CGT va tout mettre en œuvre pour créer les conditions de la mobilisation des salariés du privé et du public, des retraités, des privés d'emploi, afin de mettre en échec le Gouvernement et le MEDEF, gagner une véritable réforme des retraites garantissant l'avenir de cette importante conquête sociale et répondant aux besoins des salariés actifs et retraités.

C'est ainsi que la CGT met au centre des actions revendicatives des propositions alternatives avec, entre autres :

- ✚ L'accroissement des ressources par le développement de l'emploi, de la qualification et de la rémunération (**1 million d'emplois c'est 5 milliards d'€ pour les caisses de retraites !**) ;
- ✚ Revoir les exonérations de cotisations patronales qui représentent **30 milliards d'€** pouvant dégager **10 milliards d'€ pour les retraites** ;
- ✚ Taxer les revenus financiers qui représentent **255 milliards d'€** et qui rapporteraient au minimum **20 milliards d'euros** chaque année ;
- ✚ Étendre l'assiette de cotisations à l'intéressement et à la participation notamment, qui représentent **120 milliards d'€** et qui échappent à toutes cotisations sociales.

L'ensemble de ces mesures démontre, s'il le fallait, qu'il est primordial de :

- ✚ Garantir le droit à la retraite à 55 ans (50 ans pour les agents de conduite) ;
- ✚ Maintenir le calcul de la pension sur les 6 derniers mois de salaires ;
- ✚ Garantir et améliorer les droits à la retraite des cheminots contractuels ;
- ✚ Garantir un niveau de pension correspondant à 75% net du dernier salaire (sur l'ensemble de la rémunération), et en aucun cas inférieur au SMIC, pour une carrière complète ;
- ✚ Stopper l'allongement de la durée de cotisation ;
- ✚ Supprimer le principe de la décote ;
- ✚ Revenir à la péréquation des pensions sur les salaires.

L'heure n'est pas à l'expectative. Les atermoiements du gouvernement témoignent que celui-ci est plus en difficulté qu'il ne le laisse paraître à l'opinion publique, c'est pourquoi...

La Fédération CGT des Cheminots appelle TOUS LES CHEMINOTS à agir par la grève et à participer massivement aux manifestations du 27 Mai 2010 partout en France pour :

- ❖ **L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC SNCF,**
- ❖ **L'EMPLOI,**
- ❖ **LES SALAIRES**
- ❖ **LA RETRAITE.**

(Un préavis unitaire CGT, UNSA, SUD.Rail et CFDT couvre la période du 26 Mai 2010 à 20h00 au 28 Mai 2010 à 8h00)